Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

005_2025_FIN

Département des Yvelines
JOUARS-PONTCHARTRAIN

L'an deux mille vingt-cinq, le 13 mars à 20h, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil municipal en séance publique sous la présidence de **Monsieur Thomas MENGELLE-TOUYA.**

Date de la convocation : 7 mars 2025

EN EXERCICE : 29
PRESENTS : 18
VOTANTS : 28

ETAIENT PRESENTS : Mesdames et Messieurs MENGELLE-TOUYA – BUCHER – MAGNIER – NOVILLO – POLLION – GAMPACKAT – EMMANUEL – D'ASTA – LEMOINE – DA COSTA – DEFRANCE – HOURTOLOU – BERNARD – STOOS – ROQUELLE – GISQUET – MARTEAU – DEPRES

ABSENTS EXCUSES :
Madame RAMALHO-CLAUDIO avait donné pouvoir à Madame BUCHER
Monsieur SELLEM avait donné pouvoir à Madame NOVILLO
Monsieur BOYE avait donné pouvoir à Madame POLLION
Madame DE CAMPOS avait donné pouvoir à Monsieur MAGNIER
Monsieur LESQUELIN avait donné pouvoir à Monsieur MENGELLE-TOUYA
Monsieur LE DOUAREC avait donné pouvoir à Madame D'ASTA
Monsieur VILLAIN avait donné pouvoir à Madame ROQUELLE
Madame JACOB avait donné pouvoir à Monsieur GISQUET
Monsieur LE PAVEC avait donné pouvoir à Monsieur MARTEAU
Madame LOTODE avait donné pouvoir à Madame DEPRES

ABSENTS :
Madame LE GUELLAUT

SECRETAIRE DE SEANCE : Monsieur GISQUET

FINANCES
Débat d'orientations budgétaires 2025

En application de l'article 107 de la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 et du décret d'application n°2016-841 du 24 juin 2016, l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que « dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédent l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette ».
Ce rapport fait l'objet d'un débat au conseil municipal et une délibération prend acte de l'existence de ce rapport et de la tenue de ce débat.

Dans le cadre du passage à la M57, l'existence d'un tel rapport persiste. En effet, les dispositions relatives aux métropoles, déjà sous la nomenclature M57, sont considérées comme applicables aux communes qui passent à cette nomenclature. L'article L.5217-10 du code général des collectivités territoriales, inséré dans le chapitre sur la métropole, dispose que « pour l'application de l'article L.2312-1, la présentation des orientations budgétaires intervient dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget ».
Ainsi, l'exigence de rapport reste, seul le délai maximum entre le conseil municipal dans lequel intervient le débat d'orientation budgétaire et le conseil municipal dans lequel intervient le vote du budget change et passe de deux mois maximum à 10 semaines maximum.

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

A ce titre, il convient que le Conseil municipal débatte des orientations générales du budget 2025 annexées dans le document « rapport d'orientations budgétaires 2025 ».

Le Conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2312-1, D.2312-3 et L.5217-10-4 ;
Vu le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire ;
Vu le rapport d'orientations budgétaires ;

Considérant le rapport relatif au débat d'orientation budgétaire relatif à l'exercice 2025 qui a été présenté ;

➔ **PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire préalable à l'adoption du budget 2025

Fait et délibéré en séance, les Jour, Mois et An susdit
Ont signé au registre, le Maire et le secrétaire de séance.

Le secrétaire de séance

Laurent GISQUET

MAIRIE DE JOUARS-PONTCHARTRAIN 15 78 (Yvelines)

Le Maire

Thomas MENGELLE-TOUYA

Acte exécutoire

Mis en ligne le : 19 MARS 2025

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité et de transmission en Préfecture. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à Monsieur le Maire. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

commune de Jouars-Pontchartrain

Débat d'Orientations Budgétaires 2025 :

Rapport de présentation

07/03/2025

Sommaire

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

1. Contexte économique et financier
   - 1.1 Synthèse mondiale
   - 1.2 Zone euro
   - 1.3 France
2. La Loi de Finances initiale 2025
   - 2.1 Les mesures spécifiques pour les collectivités locales
   - 2.2 Les finances des Collectivités Locales
3. Retour sur 2024 et orientations pour 2025
   - 3.1 Résultat estimatif 2024
   - 3.2 Orientations 2025
     - 3.2 Dépenses de fonctionnement
       - 3.2.1 Evolution des charges de fonctionnement
       - 3.2.2 Evolution de la fiscalité
       - 3.2.3 Evolution de la dette
     - 3.3 Recettes de fonctionnement
     - 3.4 Investissement

Annexes :

1/ Historique section de fonctionnement 2016 à 2024
2/ Tableau des effectifs au 31/12/2024
3/ Evolution des dépenses et recettes CCCY
4/ Variation de l'épargne de gestion 2021 à 2024

Sources :

- Note de conjoncture décembre 2024 INSEE,
- DOB Caisse d'Epargne 2024,
- LOI n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

commune de Jouars-Pontchartrain

1. Contexte économique et financier

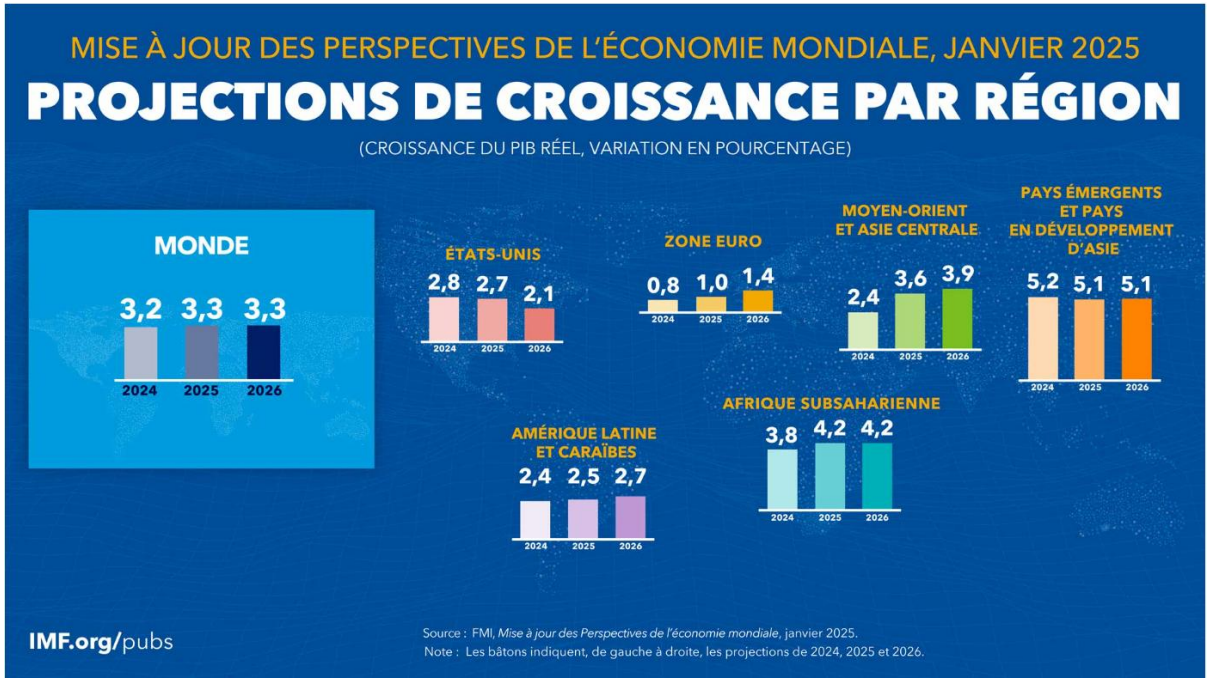
Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

1.1 Synthèse mondiale

Une économie mondiale impactée par les tensions géopolitiques

- La croissance économique mondiale est modérée, avec des différences marquées entre les régions. Les économies avancées affichent une reprise plus lente, tandis que certaines économies émergentes, notamment en Asie, continuent de croître à un rythme soutenu.

- Les relations internationales sont marquées par des tensions persistantes, notamment entre grandes puissances. Cela impacte le commerce international, avec des chaînes d'approvisionnement qui s'ajustent face à l'incertitude.



Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

1.2 Zone euro

- En 2025, l'économie européenne fait face à plusieurs défis et ajustements. La Banque centrale européenne (BCE) a réduit ses taux d'intérêt à deux reprises cette année, abaissant le taux de dépôt à 2,5%. Cette décision vise à contrer les incertitudes liées à une possible guerre commerciale imposée par les États-Unis, ce qui a conduit la BCE à réviser ses prévisions de croissance à la baisse, anticipant désormais une **augmentation du PIB de 0,9% en 2025**, suivie de 1,3% en 2027. Parallèlement, l'inflation est estimée à 2,3% pour 2025, avec une projection à 1,9% en 2026. reuters.com

- La Commission européenne a exprimé des préoccupations concernant les risques potentiels pour la croissance, notamment les tensions géopolitiques, les incertitudes politiques en France et en Allemagne, ainsi que le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis et les politiques protectionnistes qui pourraient en découler. Ces facteurs pourraient **affecter négativement les perspectives économiques de l'Union européenne**. lemonde.fr

- En réponse aux défis sécuritaires actuels, l'Union européenne a organisé un Conseil extraordinaire pour renforcer sa défense commune. Des mesures concrètes ont été proposées pour accroître la production d'armements et réduire la dépendance vis-à-vis des États-Unis, avec des **investissements massifs prévus dans le secteur de la défense**. huffingtonpost.es

- En somme, l'économie européenne en 2025 est marquée par une croissance modérée, une inflation sous contrôle, mais confrontée à des défis géopolitiques et politiques majeurs qui nécessitent des réponses coordonnées et stratégiques.

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

1.2 France (1/2)

- **La croissance économique :** En 2025, l'économie nationale affiche une reprise modérée après les perturbations causées par la pandémie de COVID-19 et les crises géopolitiques des années précédentes. Le PIB connaît une croissance stable, soutenue par la consommation des ménages et des investissements publics, notamment dans les infrastructures et la transition énergétique.

- **Inflation :** L'inflation reste un sujet préoccupant, bien que les taux aient commencé à se stabiliser par rapport aux pics de 2022 et 2023. Les autorités monétaires continuent de surveiller de près les prix, en ajustant les taux d'intérêt pour maintenir la stabilité économique.
  - Pour 2025, la prévision d'inflation est estimée à +1,8 %.

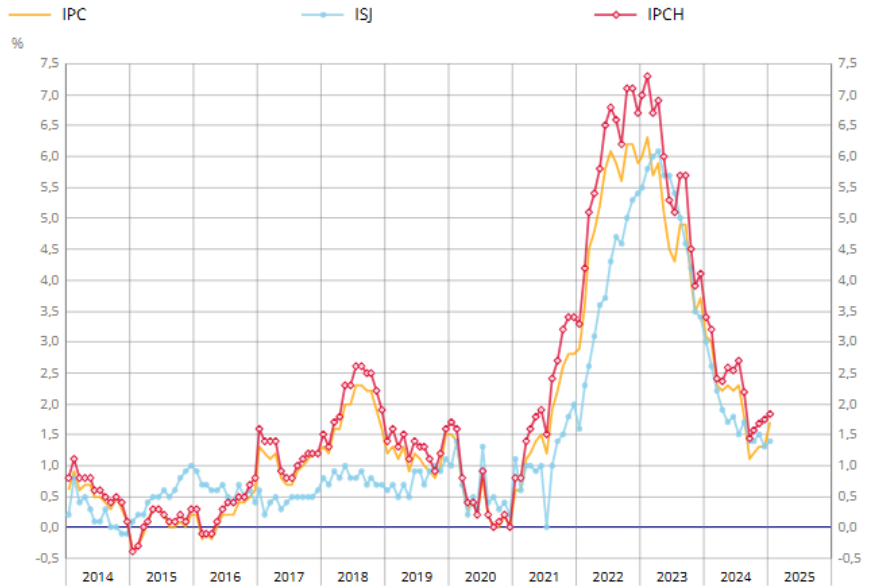
- Le **taux de chômage** est en baisse, mais des disparités persistent entre les secteurs. Les emplois dans les technologies numériques et les énergies renouvelables connaissent une forte demande, tandis que d'autres secteurs traditionnels peinent à se redresser.

Le PIB de la France

2024	PIB en valeur*	PIB en volume*
Trimestre 1	722,2	646,5
Trimestre 2	724,8	648,2
Trimestre 3	734,0	650,9
Trimestre 4	736,4	650,4
Année 2024	**2917,4**	**2596**

** en milliards d'euros*

Glissements annuels de l'indice des prix à la consommation (IPC), de l'inflation sous-jacente (ISJ) et de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)



Source : Insee.

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

commune de Jouars-Pontchartrain

2. La Loi de Finances initiale 2025

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

2. Loi de Finances pour 2025

Un PLF au parcours inédit

Le projet de loi de finances pour 2025 avait été présenté à l'automne 2024 par le gouvernement de Michel Barnier à l'issue d'une procédure budgétaire retardée par la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin 2024 et la démission du gouvernement de Gabriel Attal. Le texte ambitionnait de redresser les comptes publics de l'ordre de **60 Md€** et de réduire le déficit public à 5% du PIB en 2025.

Le gouvernement de Michel Barnier ayant été censuré par les députés le 4 décembre 2024, une loi de finances spéciale avait été promulguée le 20 décembre 2024 afin de permettre à l'État de continuer à prélever les impôts et d'emprunter pour assurer la continuité des services publics et ce jusqu'à la promulgation de la loi de finances initiale pour 2025.

Le projet de budget, sur lequel le gouvernement a engagé sa responsabilité, reprend le texte de compromis trouvé entre députés et sénateurs en commission mixte paritaire les 30 et 31 janvier 2025.

Il ambitionne de réduire le déficit public à 5,4% du produit intérieur brut (PIB) en 2025, après un dérapage à 6,1% en 2024 et après 5,5% en 2023. La part de la dette publique atteindrait 115,5% du PIB. Le déficit de l'État s'élèverait à 139 milliards d'euros (Md€).

L'objectif de passer sous la barre des 3% de déficit en 2029 est maintenu par l'exécutif.

Dans un avis du 29 janvier 2025, le Haut Conseil des finances publiques a jugé que les prévisions macroéconomiques actualisées du gouvernement sont un peu optimistes et offrent peu de marges de sécurité.

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

2.1 Les principales mesures relatives aux Collectivités locales (1/3)

1. Effort budgétaire partagé : Les collectivités locales sont appelées à contribuer à l'objectif national de réduction du déficit public à 5 % du PIB en 2025. Leur participation est proportionnée à leur poids dans la dépense publique et tient compte de leur situation financière. Les économies globales prévues s'élèvent à 60 milliards d'euros, dont une part significative repose sur les collectivités territoriales.

⇒ *Réduction des effectifs, mutualisation des services et équipements, dépenses d'investissement limitées aux investissements "verts" ou essentiels sont des pistes proposées par la Cour des comptes pour contribuer au désendettement.*

2. Réduction des ressources : La loi prévoit une diminution des ressources pour les collectivités locales, estimée à 2,2 milliards d'euros, en raison de la suppression de certaines subventions et de la réduction du taux de FCTVA qui passe de 16,404 % à 14,85 %. Les dépenses de fonctionnement ne seront plus éligibles. Dernière minute : cette disposition n'a finalement pas été reprise dans la LdF.

3. Exonérations fiscales : La loi introduit des exonérations ciblées pour soutenir certains secteurs, comme l'agriculture, avec une augmentation de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) pour les terres agricoles. Par ailleurs, des exonérations sont prévues pour les logements meublés non affectés à l'habitation principale, réduisant ainsi les recettes fiscales locales.

⇒ L'exonération de TFPNB passe de 20 à 30 % sur les propriétés non bâties en faveur des terres agricoles, sans compensation.
⇒ Bases exonérées : 7.014 €
⇒ Compensation actuelle maintenue sur les 20 % : 3.585 €
⇒ Cette mesure répond aux objectifs liés à la Zéro Artificialisation Nette des sols, contribuant ainsi à la préservation des espaces agricoles.

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

2.1 Les principales mesures relatives aux Collectivités locales (2/3)

4. **Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales (DILICO)** : Un mécanisme de lissage est mis en place pour atténuer les fluctuations des recettes fiscales des collectivités. Ce dispositif prévoit un prélèvement sur les recettes des communes et des EPCI (Établissements Publics de Coopération Intercommunale) pour redistribuer les fonds de manière plus équitable.

⇒ *Au 19/02/2025, la liste des Communes concernées n'est pas encore connue.*

⇒ *1.906 Communes sont concernées*

⇒ *Plafonné à 2 % des recettes réelles de fonctionnement, soit **au maximum 150.000 € pour JP.***

Points de repères :

- Le montant du prélèvement sur les Communes est de 250 millions d'euros.
- Selon une étude de l'AMIF, 66 % des communes contributrices se situeraient en IDF
- Le PIB de l'IDF représente à lui seul 30 % de la richesse nationale
- 70 % des Communes d'IDF ont déjà subi une baisse de leur DGF pour alimenter le FPIC

Mode de calcul :

Pour chaque commune, un indice est calculé, composé à :

•75 % du rapport entre le potentiel financier par habitant de la commune et le potentiel financier par habitant de l'ensemble des communes.

•25 % du rapport entre le revenu moyen par habitant de la commune et le revenu moyen par habitant de l'ensemble des communes.

Les communes contributrices seront celles dont l'indice synthétique est supérieur à 110 % de l'indice moyen de l'ensemble des communes.

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

2.1 Les principales mesures relatives aux Collectivités locales (3/3)

5. **Renforcement des dispositifs existants** : Le dispositif "France Ruralités Revitalisation" (FRR) est maintenu pour soutenir les communes rurales, avec des mesures fiscales supplémentaires pour les communes les plus fragiles. Cependant, en l'absence de loi de finances, certaines communes ne pourront pas bénéficier immédiatement de ces dispositifs**.**

=> Jouars-Pontchartrain n'est pas éligible à ce dispositif.

6. Révision des valeurs locatives :

- Locaux professionnels : « Planchonnement » sur les sur les bases de 2017.
- Locaux d'habitation : La révision reste reportée à 2028.

=> Attention, désormais les propriétaires devront déclarer CHAQUE ANNEE, avant le 1er juillet, les informations relatives à leurs biens.

7. **Compensations et péréquations** : Les pertes de recettes liées à la suppression de certaines taxes, comme la CVAE, seront partiellement compensées par l'État. Cependant, ces compensations sont figées et ne tiendront pas compte des évolutions économiques futures, ce qui pourrait poser des défis pour les collectivités.

Les dotations et subventions d'Etat

INVESTISSEMENT :

1) La D.E.T.R. (Dotation d'équipement des territoires ruraux) : son montant sera identique à celui de l'an dernier, soit 1.046 milliard €
2) La D.S.I.L (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) : Réduction de 145 millions d'euros de l'enveloppe globale.

FONCTIONNEMENT :

1) La D.G.F. (Dotation Globale de Fonctionnement) : Son montant progresse de 150 millions d'euros.
2) 2) La D.S.R. (Dotation de Solidarité Rurale) : Son montant progresse de 150 millions d'euros

MAIS ces augmentations seront ponctionnées sur la dotation forfaitaire des Communes dépassant un certain seuil de richesse.

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

2.2 Les finances des Collectivités locales

1) Réforme de l'indemnisation des arrêts-maladie :

- Abaissement de la prise en charge de 100 % à 90 % de la rémunération
- Baisse du plafond des indemnités journalières qui passe de 1,8 SMIC à 1,4 SMIC.

2) Augmentation

- Chaque année, à partir de maintenant et jusqu'en 2028, ces cotisations augmenteront au 1er janvier de 3 points. Fixé jusqu'à présent à 31,65 %, le taux de cotisation passe donc immédiatement à 34,65 %, et continuera d'évoluer jusqu'à atteindre 43,65 % au 1er janvier 2028.
- Pour cette année, la mesure est rétroactive, puisqu'elle s'applique « *aux cotisations de Sécurité sociale dues au titre des périodes courant à compter du 1er janvier* ». Alors que les traitements de janvier ont déjà été versés, il faudra donc que les employeurs fassent un rattrapage le mois prochain.

Pertes de recettes dues aux diverses mesures nationales

	2025
TVA sur Fonctionnement	25 000,00 €
Réduction du taux	80 000,00 €
Montant DILICO (Estimation maximum)	150 000,00 €
Sous-total	*255 000,00 €*
Augmentation Taux CNRCAL et URSSAF	80 000,00 €
Total	**335 000,00 €**

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

2.2 Les finances des collectivités locales

Modifications institutionnelles	2022	2023	2024	2025
Nombre de communes au 1er janvier (hors collectivités d'outre-mer)	34 955	34 945	34 935	34 875
Nombre de communes nouvelles au 1er janvier *(par rapport à 2013)*	785	793	804	845
Nombre de groupements à fiscalité propre au 1er janv. (hors Polynésie fr.) *dont métropoles (yc mét. de Lyon)*	1 255 22	1 255 22	1 255 22	1254 22
Nombre de syndicats (SIVU, SIVOM, mixtes) au 1er janvier	8 722	8 615	8 231	8 207 (au 24/12/2024)

Collectivités locales 2024 (estimations et évolutions 2024/2023)*		
Recettes de fonct.	276,5 Md€	+2,3%
Dépenses de fonct.	237,0 Md€	+4,4%
Épargne brute	39,5 Md€	-8,7%
Investissement**	80,1 Md€	+7,0%
Encours de dette	210,7 Md€	+2,8%

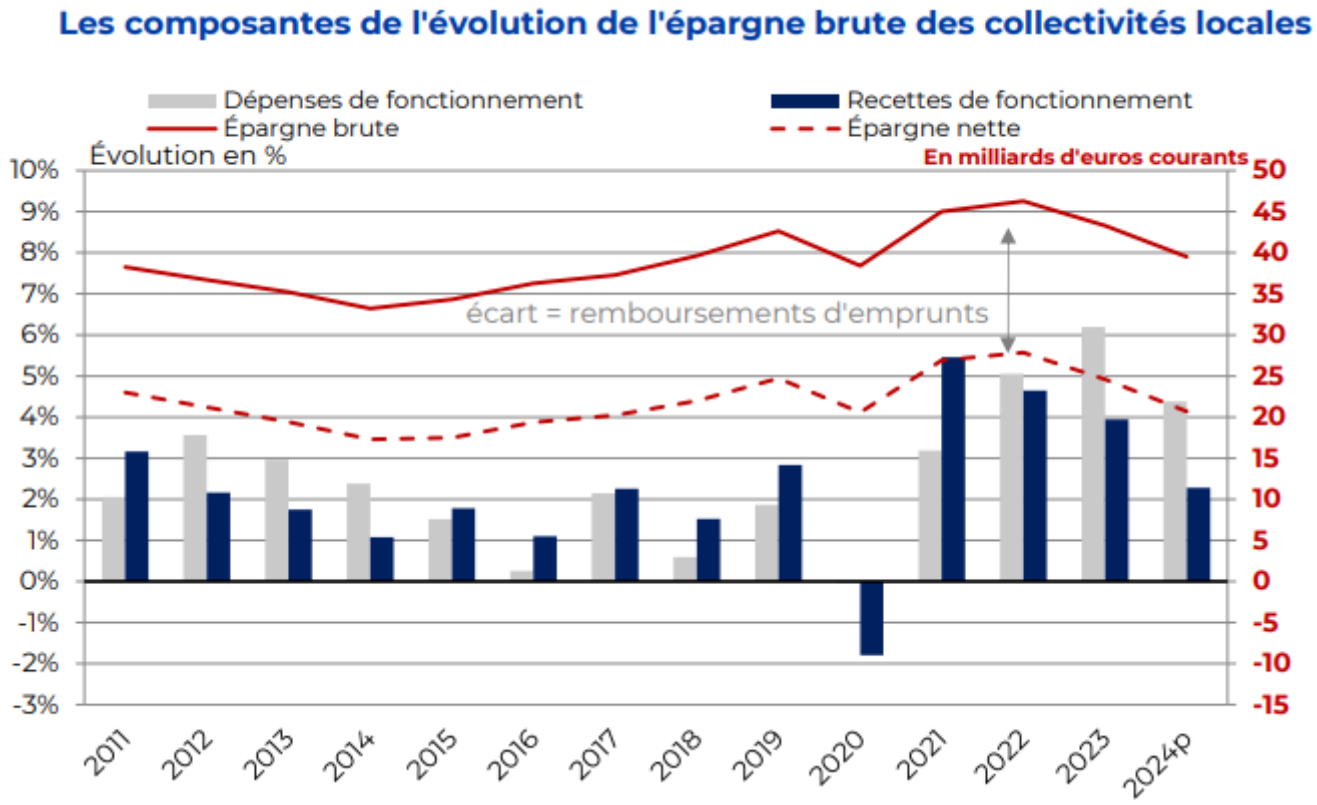
* Le compte Collectivités locales regroupe les budgets principaux et annexes des différents niveaux de collectivités de façon consolidée (les flux entre collectivités sont retraités) ; les comptes par niveau traitent uniquement des budgets principaux
** Hors dette

Finances des communes 2024 (estimations et évolutions)*		
Recettes de fonct.	99,5 Md€	+2,5%
Dépenses de fonct.	86,0 Md€	+4,4%
Épargne brute	13,5 Md€	-7,8%
Investissement**	29,2 Md€	+8,3%
Encours de dette	66,5 Md€	+1,4%

Source : Le DOB en instantané – labanquepostale.com

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

Les composantes de l'évolution de l'épargne brute des collectivités locales



Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

commune de Jouars-Pontchartrain

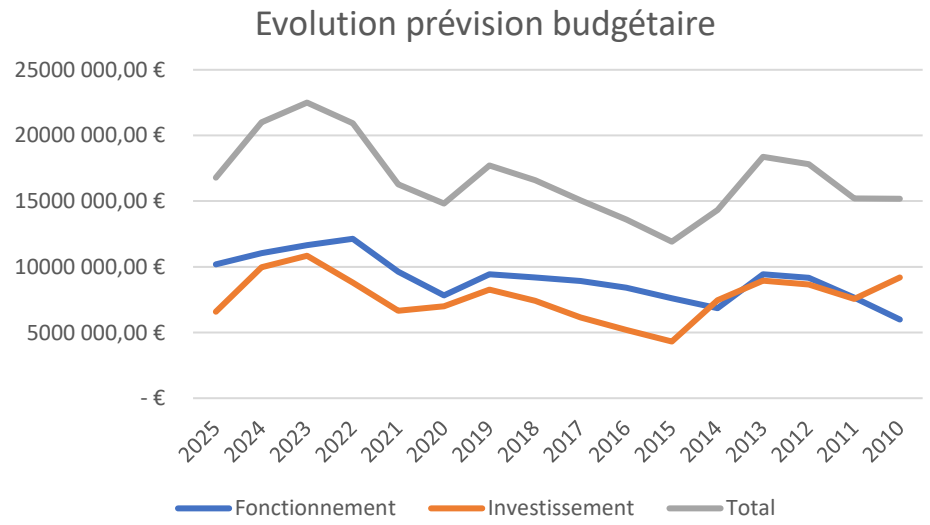
3. Retour sur 2024 et orientations 2025

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

1.1 Le montant total du budget :

2024 :

Fonctionnement :	11.035.839,45 €
Investissement :	9.963.778,76 €
TOTAL :	**20.999.618,21 €**



Prévision budgétaire			
	Fonctionnement	Investissement	**Total**
2025	10 189 241,95 €	6 590 793,73 €	**16 780 035,68 €**
2024	11 035 839,45 €	9 963 778,76 €	**20 999 618,21 €**
2023	11 660 205,96 €	10 842 114,62 €	**22 502 320,58 €**
2022	12 133 761,50 €	8 803 315,99 €	**20 937 077,49 €**
2021	9 636 323,52 €	6 648 687,36 €	**16 285 010,88 €**
2020	7 818 420,72 €	6 995 303,37 €	**14 813 724,09 €**
2019	9 431 592,29 €	8 274 993,36 €	**17 706 585,65 €**
2018	9 187 880,11 €	7 419 235,14 €	**16 607 115,25 €**
2017	8 916 777,78 €	6 135 401,51 €	**15 052 179,29 €**
2016	8 402 134,73 €	5 187 274,20 €	**13 589 408,93 €**
2015	7 600 850,44 €	4 314 407,78 €	**11 915 258,22 €**
2014	6 861 564,82 €	7 462 421,38 €	**14 323 986,20 €**
2013	9 430 087,41 €	8 955 315,60 €	**18 385 403,01 €**
2012	9 156 544,02 €	8 651 754,83 €	**17 808 298,85 €**
2011	7 648 289,54 €	7 546 920,81 €	**15 195 210,35 €**
2010	5 989 534,88 €	9 199 706,29 €	**15 189 241,17 €**

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

3.1 Résultat estimatif 2024

(Sous réserve de la validation définitive des écritures par la Trésorerie)

		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Fonctionnement	Dépenses	5 497 822,41 €	5 191 542,70 €	5 130 445,26 €	5 668 847,75 €	6 419 194,64 €	7 666 198,90 €	8 067 260,95 €
	Recettes	6 785 112,57 €	6 322 627,07 €	6 535 730,74 €	6 664 754,64 €	6 676 310,98 €	8 039 437,76 €	8 258 764,96 €
	Résultat N-1	3 392 224,42 €	3 393 499,29 €	1 966 946,66 €	3 000 727,52 €	5 278 845,71 €	4 660 593,44 €	3 930 288,24 €
	Total recettes	10 177 336,99 €	9 716 126,36 €	8 502 677,40 €	9 665 482,16 €	11 955 156,69 €	12 700 031,20 €	12 189 053,20 €
Résultat de fonctionnement		**4 679 514,58 €**	**4 524 583,66 €**	**3 372 232,14 €**	**3 996 634,41 €**	**5 535 962,05 €**	**5 033 832,30 €**	**4 121 792,25 €**
Résultat de fonctionnement "brut"		*1 287 290,16 €*	*1 131 084,37 €*	*1 405 285,48 €*	*995 906,89 €*	*257 116,34 €*	*373 238,86 €*	*191 504,01 €*
Investissement								
	Dépenses	3 313 064,50 €	2 487 979,56 €	3 833 656,06 €	1 859 424,86 €	1 743 963,76 €	2 007 432,28 €	4 988 576,13 €
	Déficit Investissement N-1	688 782,32 €	1 376 640,36 €	1 112 928,90 €	795 203,09 €	1 435 486,36 €	2 194 713,90 €	1 728 753,03 €
	Total dépenses	4 001 846,82 €	3 864 619,92 €	4 946 584,96 €	2 654 627,95 €	3 179 450,12 €	4 202 146,18 €	6 717 329,16 €
	Recettes	2 630 176,28 €	2 751 691,02 €	4 151 381,87 €	1 143 457,83 €	984 736,22 €	2 473 393,15 €	5 462 127,33 €
	Excédent Investissement N-1							
	Total recettes	2 630 176,28 €	2 751 691,02 €	4 151 381,87 €	1 143 457,83 €	984 736,22 €	2 473 393,15 €	5 462 127,33 €
Résultat d'Investissement		**-682 888,22 €**	**263 711,46 €**	**317 725,81 €**	**-715 967,03 €**	**- 759 227,54 €**	**465 960,87 €**	**473 551,20 €**
Reste A Réaliser	Dépenses	1 391 267,71 €	2 934 583,81 €	1 249 773,74 €	464 767,41 €	680 621,55 €	2 334 374,54 €	1 703 385,48 €
	Recettes	1 481 989,24 €	1 489 875,71 €	1 673 472,21 €	1 906 740,44 €	1 999 966,84 €	2 959 583,51 €	1 804 853,97 €
Resultat Cumulé Fonctionnement		**4 679 514,58 €**	**4 524 583,66 €**	**3 372 232,14 €**	**3 996 634,41 €**	**5 535 962,05 €**	**5 033 832,30 €**	**4 121 792,25 €**
Affectation au 1068		**-1 280 949,01 €**	**-2 557 637,00 €**	**-371 504,62 €**	**-69 197,09 €**	**- 875 368,61 €**	**- 1 103 544,06 €**	**- 1 153 733,34 €**
Résultat cumules		**3 398 565,57 €**	**1 966 946,66 €**	**3 000 727,52 €**	**3 927 437,32 €**	**4 660 593,44 €**	**3 930 288,24 €**	**2 968 058,91 €**

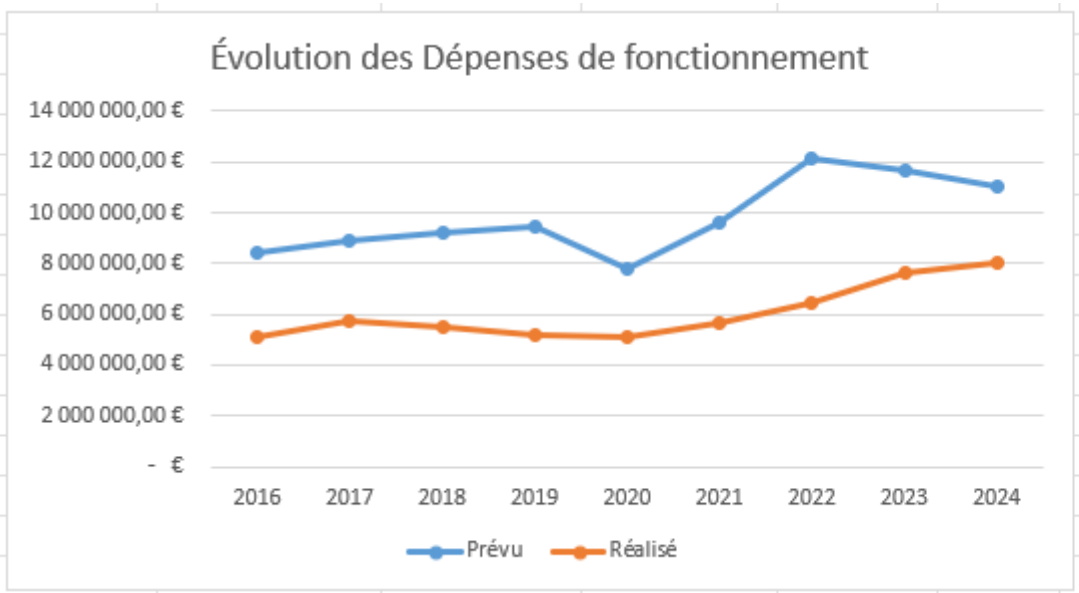
Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

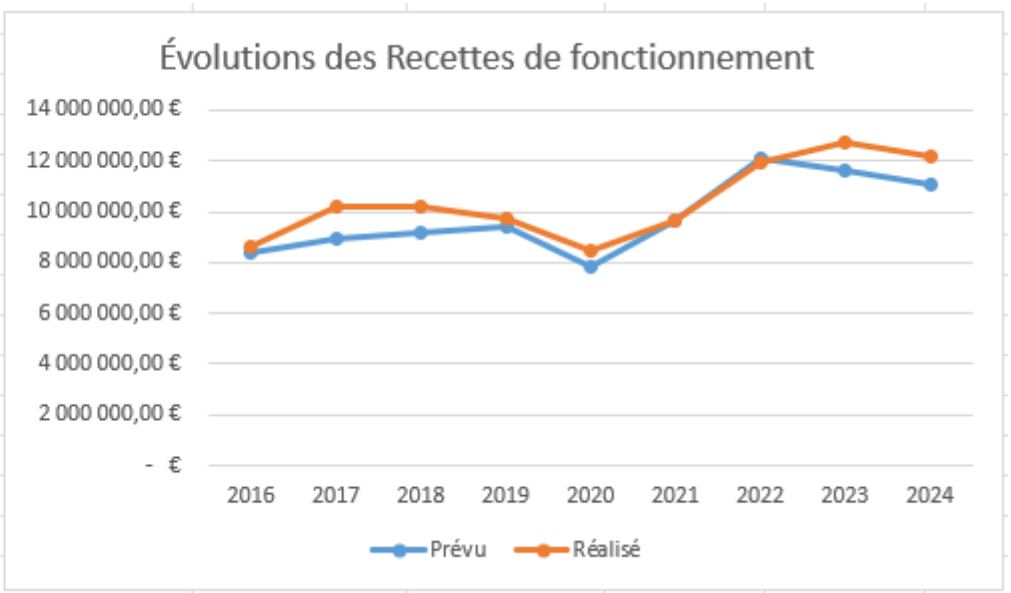
SYNTHESE BUDGETAIRE ET BILAN 2024 (A jour le 03/03/2025)

	PREVU 2024 BP + DM	REALISÉ Titres et Mdts émis en 2024	CA 2024	dont rattache à l'exercice	RAR	Total CA + RAR	Résultat Réel	Proposition d'affectation du résultat 2024
Total Dépenses	**11 035 839,45 €**	8 067 260,95 €	8 067 260,95					
FONCTIONNEMENT								
Recettes hors résultat N-1	7 105 551,21	8 258 764,96	8 258 764,96					
Résultat N-1	3 930 288,24		3 930 288,24					
Total recettes	**11 035 839,45 €**		**12 189 053,20**					
Résultat de fonctionnement		191 504,01	4 121 792,25			4 121 792,25	4 121 792,25	2 968 058,91
Total Dépenses	**9 963 778,76**	4 988 576,13	**6 717 329,16**		1 703 385,48	8 420 714,64		
Dont déficit investissement N-1	1 728 753,03		1 728 753,03					
INVESTISSEMENT								1 153 733,34
Total Recettes	**9 963 778,76**	5 462 127,33	5 462 127,33		1 804 853,97			
Réserves de fonct,N-1								
Excédent Invest,N-1			0,00					
Total recettes	**9 963 778,76**		5 462 127,33		1 804 853,97	7 266 981,30		
Résultat d'Investissement		473 551,20	-1 255 201,83		101 468,49	-1 153 733,34		0,00

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

Evolution des dépenses de fonctionnement depuis 2016





- **Effet « ciseaux » constant depuis plusieurs exercices** :
  - Dynamisme des dépenses de fonctionnement (Masse salariale et inflation)
  - Stagnation voir régression des recettes

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

Historique chapitres section de fonctionnement (Chiffres provisoires)

DEPENSES	2021		2022		2023		2024	
Chapitre	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
011 - Charges à caractère général	1 378 585,53 €	1 234 628,93 €	1 622 481,55 €	1 283 532,66 €	1 873 490,18 €	1 497 482,29 €	1 985 386,00 €	1 523 997,75 €
012 - Charges de personnel	3 272 315,00 €	3 122 015,90 €	4 237 700,30 €	3 733 073,81 €	4 260 560,00 €	4 020 412,86 €	4 732 712,30 €	4 194 063,26 €
014 - Atténuations de produits	296 515,00 €	296 514,31 €	260 000,00 €	230 516,00 €	827 533,35 €	588 328,35 €	500 000,00 €	426 076,93 €
022 - Dépenses imprévues	99 775,49 €	- €	150 000,00 €		300 000,00 €	- €		
023 - Virement à la section d'investissement	3 460 564,50 €	- €	4 440 438,39 €		3 325 285,17 €	- €	2 682 241,15 €	- €
042 - Opérations d'ordre de transfert	400 000,00 €	336 110,78 €	381 817,16 €	277 885,10 €	350 000,00 €	904 232,71 €	300 000,00 €	1 120 506,28 €
65 - Autres charges de gestion courante	710 980,00 €	662 581,22 €	610 320,10 €	562 147,52 €	690 102,00 €	637 365,64 €	811 500,00 €	797 858,10 €
66 - Charges financières	4 888,00 €	4 797,44 €	3 150,00 €	3 050,85 €	4 000,00 €	2 010,79 €	4 000,00 €	1 243,71 €
67 - Charges exceptionnelles	12 700,00 €	12 199,17 €	340 854,00 €	336 088,70 €	17 000,00 €	4 131,00 €	5 000,00 €	200,00 €
68 - Dotations aux amortissements			87 000,00 €	- €	12 235,26 €	12 235,26 €	15 000,00 €	3 314,92 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**9 636 323,52 €**	**5 668 847,75 €**	**12 133 761,50 €**	**6 426 294,64 €**	**11 660 205,96 €**	**7 666 198,90 €**	**11 035 839,45 €**	**8 067 260,95 €**

	2021		2022		2023		2024	
RECETTES	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
002 - Résultat de fonctionnement reporté	3 000 727,52 €	3 000 727,52 €	5 278 845,71 €	5 278 845,71 €	4 660 593,44 €	4 660 593,44 €	3 930 288,24 €	3 930 288,24 €
013 - Atténuations de charges	70 000,00 €	93 895,29 €	112 000,00 €	94 777,59 €	59 000,00 €	90 249,43 €	60 000,00 €	100 184,65 €
042 - Opérations d'ordre de transfert	112 000,00 €	84 218,23 €	89 139,04 €	9 139,04 €	161 000,00 €	90 307,11 €	85 000,00 €	51 461,93 €
70 - Produits des services	885 100,00 €	733 282,72 €	852 372,00 €	937 015,94 €	925 998,00 €	978 434,21 €	950 735,21 €	1 137 176,66 €
73 - Impôts et taxes	4 561 257,00 €	4 774 770,80 €	4 955 639,00 €	4 838 843,43 €	5 065 384,52 €	5 070 554,60 €	5 192 295,00 €	5 257 117,43 €
74 - Dotations et subventions	797 239,00 €	758 294,81 €	667 465,75 €	714 156,64 €	713 230,00 €	1 071 680,84 €	734 521,00 €	757 779,09 €
75 - Autres produits de gestion courante	45 000,00 €	42 790,83 €	106 300,00 €	58 639,45 €	55 000,00 €	54 028,02 €	83 000,00 €	82 052,20 €
76 - Produits financiers								
77 - Produits exceptionnels	165 000,00 €	177 501,96 €	72 000,00 €	30 596,89 €	20 000,00 €	684 183,55 €		872 993,00 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**9 636 323,52 €**	**9 665 482,16 €**	**12 133 761,50 €**	**11 962 014,69 €**	**11 660 205,96 €**	**12 700 031,20 €**	**11 035 839,45 €**	**12 189 053,20 €**

Cf tableau annexe 1 : Historique complet 2016 – 2024

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

Principaux points relatifs à l'évolution de la section de fonctionnement :

Evolution des Dépenses de fonctionnement 2024 / 2023 : + 5,23 % contre 19,29 %(2023/2022)

- Chap. 11 : Après une très forte augmentation entre 2023 et 2022 à + 16,67 %, l'augmentation des charges à caractère général est moins forte en 2024 avec une progression ramenée à 1,77 %, soit environ 26 k€.
- Augmentation des dépenses de personnel : 174 k€, soit 4,32 %
- Chap. 014 – Atténuation de produits : - 27,58 % dû à la variation de l'attribution de compensation réduite de la charge de la crèche, désormais transférée à un syndicat intercommunal.
- Chap. 042 – Opérations de transfert : +24 % (Ventes successives sur les 2 exercices : 1555, Route d'Elancourt en 2023, Chemin Vert et les 2 maisons de Chennevières en 2024)
- Chap. 065 – Autres charges de gestion courante : + 25 % : Correspond à la création de la dépense nouvelle pour la contribution au SIVU Cœur d'enfants (à comparer à la diminution sur le chapitre 014)

Evolution des Recettes de fonctionnement 2024/2023 : - 4,02 % contre + 6 % (2023/2022)

- Diminution du résultat de fonctionnement reporté (- 15 %)
- Chap. 70 – Produits des services : + 16,22 %
- Chap. 73 – Impôts et taxes : + 3,68 %
- Chap. 74 – Dotations : - 30 % (Dotation exceptionnelle en 2023 « Filet de sécurité pour 300 k€)
- Augmentation des recettes du chapitre 73 – Impôts et taxes de l'ordre de 231 k€ avec une disparité entre :
    - Le dynamisme du produit de la fiscalité directe locale (+ 206 k€ puis + 336 k€), exclusivement dû au mécanisme de revalorisation des bases de l'article 1518 bis du Code Général
    - Un affaissement du produit des droits de mutation pour la troisième année consécutive : (- 250 k€ puis – 98 k€, - 56 k€ en 2024)
- Produit exceptionnel : Cf chap. 042 en dépense (Neutre sur la section de fonctionnement => Cf slide suivante)

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

Schéma ventilation cession immobilière

PLUS VALUE - 675 < 775	
FONCTIONNEMENT	
DEPENSES	**RECETTES**
675 - Valeur Nette Comptable (valeur d'origine moins les amortissements)	775 - Vente du bien immobilier
6761 - Montant de la vente moins la Valeur Nette Comptable	

INVESTISSEMENT	
DEPENSES	**RECETTES**
	Titre de recettes au compte d'immobilisation concerné (celui appliqué à l'achat du bien immobilier) - Valeur Nette Comptable
	192 - Montant de la vente moins la Valeur Nette Comptable

Ex : Cession Immobilière - maison 15 rue de Chennevières
Prix d'achat : 52 000 euros
Prix de vente : 198 000 euros
Bien non amortissable

Vente du bien - Titre de recettes ordinaire - 198 000 euros

Valeur Nette Comptable - 52 000 euros
Opération d'ordre
Dépense de fonctionnement
Recette d'investissement

Plus Value - 146 000 euros
Opération d'ordre
Dépense de fonctionnement
Recette d'investissement

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

3.2 Orientations 2025 - Fonctionnement

Dépenses :

- **Chapitre 11** : Objectif de maîtrise « serrée » des dépenses courantes malgré les effets durables de l'inflation : La prévision est de l'ordre de 1. 863 k€ pour une réalisation 2024 à 1.523 k€, soit une diminution attendue de l'ordre de 6 %.
- **Chapitre 12** : Objectif de consolidation de l'organigramme qui est désormais quasiment complet. Compte-tenu de l'augmentation des cotisations URSSAF et CNRACL, de la participation employeur à la prévoyance et des évolutions de carrière des agents, les crédits nécessaires sur le chapitre 12 sont évalués à 4.908 K€. (+3,71 %)
- **Chapitre 65** – Autres dépenses de gestion courante :
  - Les dépenses prévisionnelles sont en légère augmentation : (+4,14 %)
    - Droits d'utilisation informatique en nuage,
    - Prévision de précaution pour d'éventuelles créances admises en non-valeur,
    - Subventions aux associations : Montant stable,
    - Virement au CCAS : 240 k€,
    - Virement au budget annexe Dev. Eco : 50 k€
- **Chapitre 014** – Atténuations de produits :
  - En attente des décisions de la CCCY, la dépense est estimée à 460 k€

- **Chapitre 68** – Dotation aux amortissements :
  - Importantes régularisations à prévoir : + 300 k€.

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

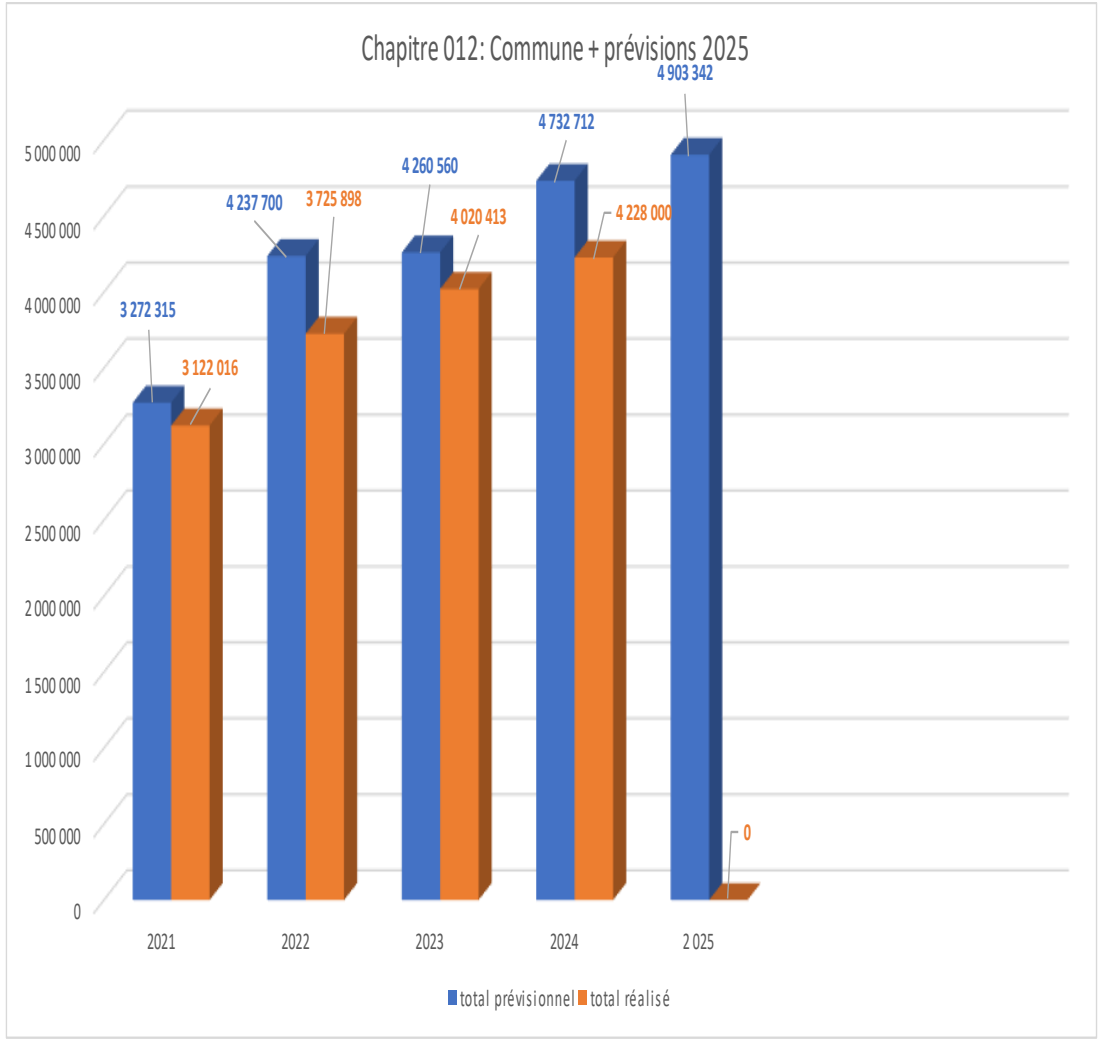
3.2 Orientations 2025 - Fonctionnement

Recettes :

- Diminution attendue du résultat de fonctionnement reporté, compte tenu du besoin de financement de la section d'investissement de l'ordre d' 1.000 k€.
- Stabilité des taux de fiscalité,
- Stagnation attendue du produit des droits de mutation, estimés à 350 k€
- En attente communication de l'écrètement des ressources fiscales via le nouveau mécanisme de la DILICO,

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

3.2.1 Les charges de personnel



Les principales dépenses supplémentaires :

- Augmentation CNRACL + IRCANTEC : + 75.000 € / an x 3 ans
- Commissaire enquêteur PLU : 50 k€
- Renfort Communication/bâtiment : 35 k€/agent

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

Les charges de personnel (suite)

En annexe : pour mémoire le tableau des effectifs au 31/12/2022 et le tableau des effectifs voté le 08/02/2024

ZOOM :

Pour mémoire : Evolution de l'indice minimum :

1er janvier 2022	1er mai 2022	1er janvier 2023	1er janvier 2024
343	352	353	366

2022 :

- Après revalorisation de 2,2 % au 1er octobre 2021, revalorisations de 0,9 % au 1er janvier 2022 et de 2,65 % au 1er mai 2022 de la valeur du point d'indice et augmentation de l'indice minimum de traitement.
- Impact des créations de poste sur 2022 : 200 k€ dont environ 55 k€ subventionnés par le dispositif PVD

2023 :

- Rééchelonnement des catégories C,
- le minimum de traitement dans la fonction publique est porté à 1 712,06 € bruts mensuels correspondant à l'indice majoré 353 pour tenir compte de la hausse du salaire minimum de croissance (Smic) de 1,81 % au 1er janvier 2023.
- 1er mai 2023 : Rééchelonnement indiciaire des catégories C (Nouvelle réévaluation du SMIC
- 1er juillet 2023 : Augmentation de la valeur du point de 4,85 € à 4,92 €
- 1er septembre 2025 : Prise en charge du titre de transport de 50 à 75 %

2024 :
- Attribution de 5 points d'indice majoré à toutes les catégories (élus et agents) – Impact
- Contractuels : cotisation vieillesse (part patronale) qui passe de 1,9 à 2,02 %
- Décret du 29/01/2024 : Augmentation de la cotisation patronale CNRACL (30,65 % à 31,65 %) et déduction d'1% sur les cotisations patronales sur la maladie.

2025 :

- Recensement : + 32.000 €
- Elections (précaution) : + 20.000 €
- URSSAF + CNRACL : + 80.000 €
- Assurance : + 6,31 % = 112.000 €
- Mise en place prévoyance employeur : + 10.000 €
- Archiviste : + 19.000 €
- Logiciel Paye : + 11.000 €

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

3.2.2 La fiscalité

Après une revalorisation des bases sur 2024 de 3,9 %, le mécanisme de revalorisation des bases, indexé sur l'inflation est annoncé à 1,7 %.

Sans augmentation de taux, le produit attendu s'élèverait à 3.963.293,59 €, à majorer du coefficient correcteur mis en place à la suite de la réforme de la Taxe d'habitation, soit un total prévu pour l'article 73111 de 4.644.642,01 €.

A noter au 07/03/2025 :

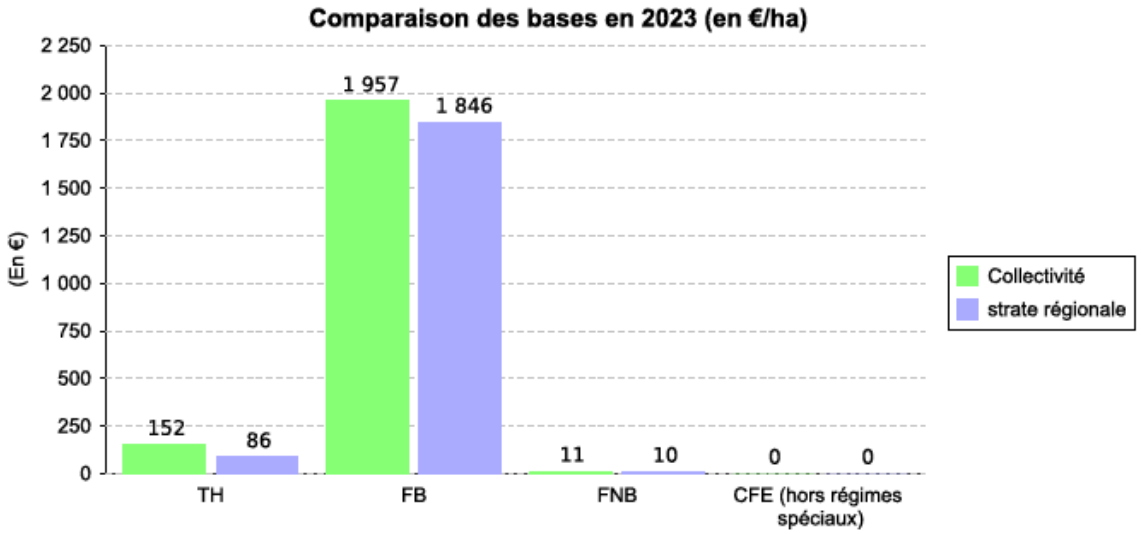
- *l'état 1259 n'est pas encore parvenu à la Collectivité,*
- *La révision des bases fiscales n'est pas attendue avant 2028,*
- *Sans précision sur le montant du DILICO, non publié à ce jour, le montant du coefficient correcteur a été réduit de **30.000 €***

- La Commune n'a pas instauré la possible majoration de THS. La base taxable est de 835.084 € et porte sur 129 logements. (Valeurs 2024)

EVOLUTION PRODUIT DE LA FISCALITE LOCALE				
Mis à jour le 04/02/2025				
	Etat 1259 2023	Projection 2024**	Etat 1259 2024	Projection 2025***
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires				
Nombre de logements concernés			141	
Base réelle (état 1288 TH)	685 788,00 €	712 533,73 €	820 200,00 €	834 143,40 €
Taux	12,15%	12,15%	12,15%	12,15%
Produit attendu (73111)	83 323,24 €	86 572,85 €	**99 654,30 €**	101 348,42 €
Taxe foncière bâtie				
Base effective d'imposition N-1				
Base prévisionnelle	11 561 000,00 €	12 011 879,00 €	12 182 000,00 €	12 389 094,00 €
Taux	31,52%	31,52%	31,52%	31,52%
Produit attendu (73111)	3 644 027,20 €	3 786 144,26 €	3 839 766,40 €	3 905 042,43 €
Taxe foncière non bâtie				
Base effective d'imposition N-1				
Base prévisionnelle	64 600,00 €	67 119,40 €	67 800,00 €	68 952,60 €
Taux	84,48%	84,48%	84,48%	84,48%
Produit attendu (73111)	54 574,08 €	56 702,47 €	57 277,44 €	58 251,16 €
Sous-total TF et TFNB	3 698 601,28 €	3 842 846,73 €	3 897 043,84 €	3 963 293,59 €
Variation sur prévisionnel	*27 545,98 €*	*144 245,45 €*	*54 197,11 €*	*66 249,75 €*
TH Résidences secondaires	83 323,24 €	86 572,85 €	99 654,30 €	101 348,42 €
Allocations compensatrices (74834)	10 525,00 €	10 525,00 €	11 477,00 €	11 477,00 €
DCRTP (748313)	54 090,00 €	54 090,00 €	51 732,00 €	54 090,00 €
FNGIR	112 596,00 €	112 596,00 €	112 596,00 €	112 596,00 €
Coefficient correcteur	578 864,00 €	580 000,00 €	609 956,00 €	580 000,00 €
TOTAL PRODUIT FISCAL	4 537 999,52 €	4 686 630,58 €	**4 782 459,14 €**	4 822 805,01 €
Prévision article 73111 :	*4 360 788,52 €*	*4 509 419,58 €*	*4 606 654,14 €*	*4 644 642,01 €*
Evolution du produit N/N-1 :		148 631,06 €	245 865,62 €	37 987,87 €

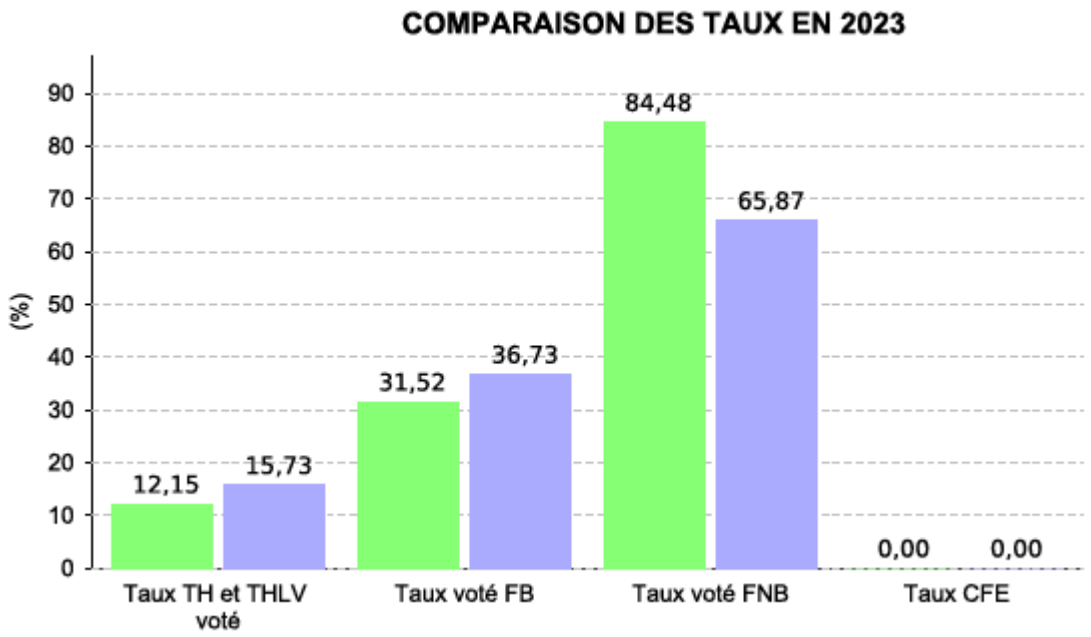
Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

Fiscalité – Eléments de comparaison (2023)



Strate de référence :

Régime fiscal : FPU : Communes de 5 000 à 10 000 habitants



Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

3.2.3 L'endettement

La Commune n'a désormais plus aucun emprunt en cours.

Les perspectives 2025 permettent de ne pas envisager de recourir à l'emprunt et de conserver ce potentiel mobilisable pour la réalisation du plan de territoire.

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

3.4 Orientations d'investissement

Le gel de la plupart des dispositifs de subvention se poursuit pour la seconde année consécutive, nous contraignant à séquencer sur un temps beaucoup plus long les investissements nécessaires.

Tous les programmes dont le plan de financement n'est pas encore acquis par la réception de subventions notifiées seront différés.

Les dossiers de subvention sont en cours pour :

- l'extension et la rénovation énergétique de JP3 (Etat et Région), (2025)
- La rénovation énergétique et fonctionnelle du gymnase Phélypeaux. (2026)

Opérations significatives :

- Extension et rénovation énergétique de JP3 : entre 1,300 k€ et 1,500 k€
- Voirie : 1,000 k€ (Inclut Rue Mazières, Rue Saint Frédérique)
- Eclairage public : Rue de l'Ecorcherie
- Préemptions : 600 k€
- Etudes parking covoiturage : 200 k€
- Réfection étanchéité JP4 : 200 k€

Les Restes à réaliser 2024 sont arrêtés à 1.703.385,48 €.

Surcharge foncière (substitution amende SRU) : 150 k€

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

3.4 Orientations d'investissement

RECETTES D'INVESTISSEMENT :

- Pas de nouvelles recettes à ce stade, dans l'attente des futures notifications. Des ajustements seront à prévoir en cours d'année.

- PUP : Recette en attente de 488 k€. Le titre de recettes sera émis après le vote du budget.

- Consignation vente 1555, Route d'Elancourt : retour de 97.500 € prévu.

- Le montant des RAR recettes de 2024 vers 2025 s'élève à 1.804.853,97 €.
- Les subventions notifiées ne sont incluses dans la prévision budgétaire que dès lors que les dépenses sont proposées. Ainsi, les subventions pour l'opération Voies vertes et l'opération Parc de Loisirs seront-elles proposées en recettes nouvelles.

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

Tableau de synthèse Investissement – Fléchage dépenses (engagements pluriannuels)

		Coût TTC					
	2023 (RAR)	2024	2024 (RAR)	2025	2026	2027	2028
Cumuls	**2 200 450,32 €**	**3 226 682,83 €**	**1 703 385,00 €**	**3 851 000,00 €**	**2 150 000,00 €**	**350 000,00 €**	**300 000,00 €**
Plan de territoire							
SGEP	81472,8						
Création d'un bistrot solidaire		85000					
Parc de (Delta jeux d'enfants)		1800000					
Parc de loisirs Maîtrise d'Œuvre	60 000,00 €	20 000,00 €		20 000,00 €			
Stade + travaux	655610,52						
Stade + md'O	14928						
Stade + terrain tennis foot		40000					
Sécurité du quotidien							
Vidéoprotection				100 000,00 €			
Reconstruction partielle JP3							
Extension JP3 M. d'O	53 987,86 €			150 000,00 €			
Extension et rénovation énergétique JP3				**1 300 000,00 €**			
Fleurissement ronds-points	160806,16						
Achat terrain Fond de Bienval		440000					
Rue de la Cimbale (Voir verte)							
Voie douce Mousseaux - CB	822232,8						
Maîtrise d'œuvre voie verte	10307						
Démarche participative				30 000,00 €			
Charte construction							
Règlement de voirie							
PLU	40 000,00 €						
Bénévolthon							
Parcours résidentiel							
Accès aux soins							

Il est précisé que la Commune n'a pas opté pour une comptabilité en AE/CP.

Opération démarrée, en cours
Opération sans financement spécifique
Opération achevée

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

Tableau de synthèse Investissement – Fléchage dépenses (suite et fin)

		Coût TTC					
	2023 (RAR)	2024	2024 (RAR)	2025	2026	2027	2028
Cumuls	**2 200 450,32 €**	**3 226 682,83 €**	**1 703 385,00 €**	**3 851 000,00 €**	**2 150 000,00 €**	**350 000,00 €**	**300 000,00 €**
Plan de territoire							
Phase 2							
Rqualification RD912 (étude urbaine)				150 000,00 €			
Rénovation Phélypeaux					1 800 000,00 €		
Md'O Phélypeaux	119 141,08 €						
Préemptions				600 000,00 €			
Parking de covoiturage - Etude d'impact				220 000,00 €			
Autres dossiers							
Réhabiliation église				300 000,00 €	350 000,00 €	350 000,00 €	300 000,00 €
Sécurisation TGBT JP3		50000					
Chaudière conservatoire		17000					
Fourgon FIAT	42283						
23, Rte de Paris		13787,76					
Aménagement aire de jeux Mousseaux	77854,58						
Aire de jeux Pré des Fontaines				60 000,00 €			
Réaménagement salle Pietragalla	34505,22						
Bail de voirie (partie investissement)		500 000,00 €		771 000,00 €			
GAI RELAIS (RAR)	10737,3						
Mobilier médiathèque		28807,07					
Subvention Foncière		150 000,00 €		150 000,00 €			
NLC - Réfection toiture crèche 23	16 584,00 €						
IRU FON		15000					
IRU Vidéoprotection		67 088,00 €					
Opération démarrée, en cours							
Opération sans financement spécifique							
Opération achevée							

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

commune de Jouars-Pontchartrain

Mairie de **Jouars-Pontchartrain**

1/ Historique section de fonctionnement 2016 à 2024

Historique Chapitres section de fonctionnement depuis 2016

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

DEPENSES	2016		2017		2018		2019		2020	
Chapitre	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
011 - Charges à caractère général	1 265 467,08 €	1 197 993,19 €	1 278 012,94 €	1 041 469,97 €	1 214 069,99 €	961 023,36 €	1 280 780,00 €	1 126 247,67 €	1 295 520,00 €	1 081 516,32 €
012 - Charges de personnel	2 842 909,00 €	2 750 658,44 €	2 940 929,00 €	2 762 483,96 €	3 051 965,00 €	2 849 699,43 €	3 150 010,00 €	2 930 881,57 €	3 222 500,00 €	2 978 332,25 €
014 - Atténuations de produits	339 058,00 €	225 895,34 €	295 553,66 €	289 267,76 €	310 000,00 €	250 627,71 €	405 350,00 €	341 538,14 €	342 000,00 €	340 808,30 €
022 - Dépenses imprévues	51 534,49 €	- €	- €	- €	86 180,96 €	- €	89 523,00 €	- €	- €	- €
023 - Virement à la section d'investissement	2 806 102,94 €	- €	3 393 540,58 €	- €	3 654 456,50 €	- €	3 581 348,29 €		1 994 789,66 €	- €
042 - Opérations d'ordre de transfert	336 726,00 €	336 340,44 €	278 000,00 €	1 026 987,90 €	300 000,00 €	999 609,13 €	330 000,00 €	337 141,65 €	390 000,00 €	491 766,67 €
65 - Autres charges de gestion courante	626 055,00 €	572 841,21 €	606 134,26 €	570 684,32 €	451 300,00 €	417 053,14 €	464 511,00 €	427 221,89 €	462 045,00 €	251 210,78 €
66 - Charges financières	28 282,22 €	28 152,53 €	23 507,34 €	23 478,73 €	18 807,66 €	18 787,73 €	14 570,00 €	14 139,80 €	9 500,00 €	9 468,63 €
67 - Charges exceptionnelles	6 000,00 €	5 126,16 €	1 100,00 €	- €	1 100,00 €	1 021,91 €	15 500,00 €	14 353,08 €	2 000,00 €	20,00 €
68 - Dotations aux amortissements	100 000,00 €	- €	100 000,00 €	- €	100 000,00 €	- €	100 000,00 €	- €	100 000,00 €	- €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**8 402 134,73 €**	**5 117 007,31 €**	**8 916 777,78 €**	**5 714 372,64 €**	**9 187 880,11 €**	**5 497 822,41 €**	**9 431 592,29 €**	**5 191 523,80 €**	**7 818 420,72 €**	**5 130 445,26 €**

	2016		2017		2018		2019		2020	
RECETTES	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
002 - Résultat de fonctionnement reporté	3 134 175,73 €	3 134 175,73 €	3 431 540,58 €	3 431 540,58 €	3 392 224,42 €	3 392 224,42 €	3 393 499,29 €	3 393 499,29 €	1 966 946,66 €	1 966 946,66 €
013 - Atténuations de charges	26 905,00 €	37 408,66 €	67 000,00 €	97 917,22 €	67 000,00 €	111 813,89 €	67 000,00 €	90 907,18 €	67 000,00 €	69 281,87 €
042 - Opérations d'ordre de transfert	35 339,00 €	5 336,10 €	71 339,00 €	60 828,58 €	71 350,00 €	167 304,91 €	69 700,00 €	59 521,00 €	72 671,06 €	39 798,55 €
70 - Produits des services	767 504,00 €	766 734,76 €	806 800,00 €	803 195,75 €	808 000,00 €	801 759,79 €	838 000,00 €	946 322,38 €	647 000,00 €	758 244,29 €
73 - Impôts et taxes	3 514 907,00 €	3 670 157,23 €	3 672 209,20 €	4 210 645,93 €	4 134 324,69 €	4 222 880,71 €	4 249 402,00 €	4 351 846,97 €	4 264 585,00 €	4 636 639,98 €
74 - Dotations et subventions	859 884,00 €	806 220,98 €	757 589,00 €	769 605,68 €	654 981,00 €	763 354,52 €	765 191,00 €	810 004,57 €	736 020,00 €	849 086,71 €
75 - Autres produits de gestion courante	32 000,00 €	32 373,65 €	40 000,00 €	43 371,55 €	40 000,00 €	44 559,69 €	40 000,00 €	45 383,99 €	45 000,00 €	46 361,01 €
76 - Produits financiers									4 198,00 €	4 198,56 €
77 - Produits exceptionnels	31 420,00 €	156 174,23 €	70 300,00 €	769 499,56 €	20 000,00 €	673 439,06 €	8 800,00 €	18 640,98 €	15 000,00 €	132 119,77 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**8 402 134,73 €**	**8 608 581,34 €**	**8 916 777,78 €**	**10 186 604,85 €**	**9 187 880,11 €**	**10 177 336,99 €**	**9 431 592,29 €**	**9 716 126,36 €**	**7 818 420,72 €**	**8 502 677,40 €**

DEPENSES	2021		2022		2023		2024	
Chapitre	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
011 - Charges à caractère général	1 378 585,53 €	1 234 628,93 €	1 622 481,55 €	1 283 532,66 €	1 873 490,18 €	1 497 482,29 €	1 985 386,00 €	1 523 997,75 €
012 - Charges de personnel	3 272 315,00 €	3 122 015,90 €	4 237 700,30 €	3 733 073,81 €	4 260 560,00 €	4 020 412,86 €	4 732 712,30 €	4 194 063,26 €
014 - Atténuations de produits	296 515,00 €	296 514,31 €	260 000,00 €	230 516,00 €	827 533,35 €	588 328,35 €	500 000,00 €	426 076,93 €
022 - Dépenses imprévues	99 775,49 €	- €	150 000,00 €		300 000,00 €	- €		
023 - Virement à la section d'investissement	3 460 564,50 €	- €	4 440 438,39 €		3 325 285,17 €	- €	2 682 241,15 €	- €
042 - Opérations d'ordre de transfert	400 000,00 €	336 110,78 €	381 817,16 €	277 885,10 €	350 000,00 €	904 232,71 €	300 000,00 €	1 120 506,28 €
65 - Autres charges de gestion courante	710 980,00 €	662 581,22 €	610 320,10 €	562 147,52 €	690 102,00 €	637 365,64 €	811 500,00 €	797 858,10 €
66 - Charges financières	4 888,00 €	4 797,44 €	3 150,00 €	3 050,85 €	4 000,00 €	2 010,79 €	4 000,00 €	1 243,71 €
67 - Charges exceptionnelles	12 700,00 €	12 199,17 €	340 854,00 €	336 088,70 €	17 000,00 €	4 131,00 €	5 000,00 €	200,00 €
68 - Dotations aux amortissements			87 000,00 €	- €	12 235,26 €	12 235,26 €	15 000,00 €	3 314,92 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**9 636 323,52 €**	**5 668 847,75 €**	**12 133 761,50 €**	**6 426 294,64 €**	**11 660 205,96 €**	**7 666 198,90 €**	**11 035 839,45 €**	**8 067 260,95 €**

	2021		2022		2023		2024	
RECETTES	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
002 - Résultat de fonctionnement reporté	3 000 727,52 €	3 000 727,52 €	5 278 845,71 €	5 278 845,71 €	4 660 593,44 €	4 660 593,44 €	3 930 288,24 €	3 930 288,24 €
013 - Atténuations de charges	70 000,00 €	93 895,29 €	112 000,00 €	94 777,59 €	59 000,00 €	90 249,43 €	60 000,00 €	100 184,65 €
042 - Opérations d'ordre de transfert	112 000,00 €	84 218,23 €	89 139,04 €	9 139,04 €	161 000,00 €	90 307,11 €	85 000,00 €	51 461,93 €
70 - Produits des services	885 100,00 €	733 282,72 €	852 372,00 €	937 015,94 €	925 998,00 €	978 434,21 €	950 735,21 €	1 137 176,66 €
73 - Impôts et taxes	4 561 257,00 €	4 774 770,80 €	4 955 639,00 €	4 838 843,43 €	5 065 384,52 €	5 070 554,60 €	5 192 295,00 €	5 257 117,43 €
74 - Dotations et subventions	797 239,00 €	758 294,81 €	667 465,75 €	714 156,64 €	713 230,00 €	1 071 680,84 €	734 521,00 €	757 779,09 €
75 - Autres produits de gestion courante	45 000,00 €	42 790,83 €	106 300,00 €	58 639,45 €	55 000,00 €	54 028,02 €	83 000,00 €	82 052,20 €
76 - Produits financiers								
77 - Produits exceptionnels	165 000,00 €	177 501,96 €	72 000,00 €	30 596,89 €	20 000,00 €	684 183,55 €		872 993,00 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**9 636 323,52 €**	**9 665 482,16 €**	**12 133 761,50 €**	**11 962 014,69 €**	**11 660 205,96 €**	**12 700 031,20 €**	**11 035 839,45 €**	**12 189 053,20 €**

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

2/ Tableau des effectifs

TABLEAU DES EFFECTIFS au 31/12/2024

	Nouvel effectif	Titulaire	Contractuel	Non pourvu	dont TNC
Postes permanents					
Filière administrative					
DGS	1	1			
Attaché principal	0				
Attaché	1			1	
Rédacteur principal de 1ère classe	2	2			
Rédacteur principal de 2ème classe	2	2			
Rédacteur	3	2	1		
Adjoint administratif principal de 1ère classe	3	3			
Adjoint administratif principal de 2ème classe	4	3	1		1
Adjoint administratif	10	7	1	2	1
	26	**20**	**3**	**3**	**2**
Filière Technique					
Ingénieur	1			1	
Technicien principal de 2ème classe	1	1			
Adjoint Technique Principal 1ère classe	1	1			
Adjoint Technique Principal 2ème classe	8	8			
Adjoint Technique	22	9	10	3	
	33	**19**	**10**	**4**	**0**
Filière sociale					
Atsem Principal 1ère classe	4	4			
Atsem Principal 2ème classe	3	1		2	
	7	**5**	**0**	**2**	**0**
Filière Animation					
Adjoint d'animation principal de 1ère classe	3	3			
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	3	3			
Adjoint d'Animation	25	8	12	5	4
	31	**14**	**12**	**5**	**4**
Filière Police Municipale					
Brigadier Chef Principal	1			1	
Gardien-brigadier	3	1		2	
	4	**1**	**0**	**3**	**0**
Filière Culturelle					
Bibliothécaire principal	1	1			
Assistant de conservation du patrimoine et des biblio.	2	2			1
Adj du Patrimoine	1	1			
	4	**4**	**0**	**0**	**1**
Total emplois permanents	**105**	**63**	**25**	**17**	**7**

Postes non permanents					
Ingénieur ou Attaché PVD	1		1		
Manager de commerce	1		1		
Apprenti	3		2	1	
chargé mission CTM	1		1		1
Agent Technique	4		1	3	1
Agent d'animation	1			1	1
Agent administratif	2			2	1
Agent du patrimoine	3		3		3
Total emplois non permanents	**16**	**0**	**9**	**7**	**7**
Total Général	**121**	**63**	**34**	**24**	**14**

Annexe 3 / CCCY : Evolution des dépenses et recettes

Affiche Article	Affiche Fonction	Budget 2020		2025
		Prévu 2020	Réalisé 2020*	Prévu
(6042) Achats de prestations de services (autres que terrains à aménagés)	(251) Hébergement et restauration scolaire	228 000,00 €	160 662,55 €	275 000,00 €
		26 700,00 €	**18 600,42 €**	**29 000,00 €**
(60611) Eau et assainissement	(020) Administration générale de la collectivité	7 700,00 €	2 929,71 €	4 500,00 €
	(026) Cimetières et pompes funèbres	1 500,00 €		300,00 €
	(211) Écoles maternelles	3 000,00 €	3 193,52 €	3 500,00 €
	(212) Écoles primaires	1 700,00 €	1 915,98 €	8 000,00 €
	(251) Hébergement et restauration scolaire	2 500,00 €	5 003,54 €	
	(321) Bibliothèques et médiathèques	8 500,00 €	3 756,91 €	1 000,00 €
	(411) Salles de sport, gymnases	500,00 €	354,46 €	7 000,00 €
	(422) Autres activités pour les jeunes	1 100,00 €	361,83 €	3 700,00 €
	(823) Espaces verts urbains	200,00 €	484,47 €	1 000,00 €
	(61) Interventions économiques transversales			
		126 100,00 €	170 233,33 €	**360 700,00 €**
(60612) Énergie - électricité	(020) Administration générale de la collectivité	20 000,00 €	38 079,83 €	67 000,00 €
	(211) Écoles maternelles	1 500,00 €	3 226,59 €	8 800,00 €
	(212) Écoles primaires	1 500,00 €	3 700,42 €	26 400,00 €
	(251) Hébergement et restauration scolaire	6 000,00 €	12 860,15 €	2 500,00 €
	(321) Bibliothèques et médiathèques	3 000,00 €	2 515,83 €	8 500,00 €
	(411) Salles de sport, gymnases	6 100,00 €	4 546,71 €	40 000,00 €
	(422) Autres activités pour les jeunes			10 000,00 €
	(71) Parcs privés de la ville	20 000,00 €	33 086,81 €	4 500,00 €
	(814) Éclairage public	66 000,00 €	62 642,47 €	80 000,00 €
	(70) Services communs		8 175,27 €	- €
	(90) Interventions économiques	2 000,00 €	1 465,91 €	13 000,00 €
	RPA (depuis août 22)			100 000,00 €
		84 000,00 €	**105 328,27 €**	**145 000,00 €**
(60621) Combustibles	(020) Administration générale de la collectivité	10 000,00 €	10 484,73 €	12 000,00 €
	(211) Écoles maternelles	9 000,00 €	7 936,74 €	8 000,00 €
	(212) Écoles primaires	12 000,00 €	12 182,69 €	26 000,00 €
	(281) Hébergement et restauration scolaire	13 000,00 €	16 041,39 €	3 000,00 €
	(313) Bibliothèques et médiathèques	15 000,00 €	32 965,72 €	15 000,00 €
	(321) Salles de sport, gymnases	18 000,00 €	19 056,99 €	31 000,00 €
	(338) Autres activités pour les jeunes	7 000,00 €	6 660,01 €	25 000,00 €
	(61) Interventions économiques transversales			25 000,00 €
		11 000,00 €	**7 416,14 €**	**13 000,00 €**
(60622) Carburants	(020) Administration générale de la collectivité	3 500,00 €	2 790,72 €	3 500,00 €
	(0201) Administration générale de la collectivité (Services Bâtim	4 500,00 €	3 135,67 €	5 000,00 €
	(112) Police municipale	1 000,00 €	704,22 €	2 000,00 €
	(823) Espaces verts urbains	2 000,00 €	785,53 €	2 500,00 €
		77 593,00 €	**81 334,51 €**	**87 000,00 €**
(6065) Livres, disques, cassettes...(bibliothèques et médiathèques)	(321) Bibliothèques et médiathèques	17 500,00 €	18 487,18 €	17 500,00 €
(6135) Locations mobilières	(020) Administration générale de la collectivité	850,00 €	869,42 €	1 000,00 €
(615232) Réseaux	(814) Éclairage public	40 000,00 €	46 041,66 €	55 000,00 €
(6261) Frais d'affranchissement	(020) Administration générale de la collectivité	13 500,00 €	10 193,27 €	6 500,00 €
(6281) Concours divers (cotisations...)	(12) Hygiène et salubrité publique	5 743,00 €	5 742,98 €	7 000,00 €
		553 393,00 €	**543 641,88 €**	**909 700,00 €**

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

Envoyé en préfecture le 18/03/2025
Reçu en préfecture le 18/03/2025
Publié le
ID : 078-217803212-20250313-005_2025_FIN-DE

4/ Variation de l'épargne de gestion 2021 à 2024

	2021	2022	2023	2024
Dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêt emprunts et VNC cessions immobilières)	5 337 534 €	6 145 359 €	6 759 845 €	6 945 513 €
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions immobilisations et opérations d'ordre)	6 580 536 €	6 667 172 €	7 291 323 €	7 344 303 €
EPARGNE DE GESTION = B-A	1 243 002 €	521 813 €	531 478 €	398 790 €
Compte 66 – intérêts de la dette	4 797 €	3 051 €	2 011 €	1 244 €
EPARGNE BRUTE = C-D	1 238 205 €	518 762 €	529 467 €	397 546 €
Annuité d'emprunt en capital	100 941 €	25 729 €	25 729 €	25 729 €
EPARGNE NETTE = E-F	1 137 264 €	493 033 €	503 738 €	371 817 €
Dette restant au 31 décembre	0 €	51 459 €	27 740 €	0 €
CAPACITE DE DESENDETTEMENT = H/E (en années)	-0,02	0,10	0,06	0,00
Epargne de gestion / recettes de fonctionnement	19%	8%	7%	5%
Epargne brute / recettes de fonctionnement	19%	8%	7%	5%
Dette au 31/12 / recettes de fonctionnement	0%	1%	0%	0%
Annuité / recettes de fonctionnement	1,5%	0,4%	0,4%	0,4%